



ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS  
PARIS SCHOOL OF ECONOMICS

## **ProF-En-EcoS**

### ***Programme de Formations des Enseignants d'Économie du Secondaire et du Supérieur (Labex OSE)***

**Journée PAF, Académie de Créteil**

**« Questions actuelles en économie-droit »**

**Judi 24 mars 2016, lycée Gutenberg 14/16 rue Saussure  
Créteil**

- 9h- Accueil café des stagiaires**
- 9h30 - 11h00 Jérôme Creel : Les politiques économiques face à la crise :  
errements, erreurs et revirements.**
- 11h15 - 12h45 Christine Erhel : Les politiques de l'emploi face à la crise**

**Interruption – pause déjeuner**

- 14h30-16h00 Nicolas Canry : La croissance en question**

**Organisation : Jézabel Couppey-Soubeyran (Paris 1 – PSE)**

**Contacts : [couppey@univ-paris1.fr](mailto:couppey@univ-paris1.fr)**

**Les politiques économiques face à la crise : errements, erreurs et revirements, Jérôme Creel (directeur du département des études de l'OFCE et professeur associé d'économie à ESCP Europe, <jcreel@escpeurope.eu>)**

La crise démarrée aux Etats-Unis à l'été 2007 n'en finit plus de déstabiliser l'économie mondiale, le dernier épisode en date se jouant en Chine. Les réponses de politique économique ont beaucoup varié depuis et d'un pays à l'autre. Certains Etats ont absorbé la crise par l'utilisation précoce de politiques très interventionnistes (Chine, Etats-Unis), quand d'autres ont mis en œuvre des politiques d'austérité (Union européenne); du côté des politiques monétaires et de change, certaines banques centrales ont réagi de manière précoce (Réserve fédérale, Banque d'Angleterre), d'autres par à-coups (Banque centrale européenne, Banque de la République populaire de Chine). Quels ont été les effets de ces politiques économiques contrastées face à la crise ? Quels sont les enjeux et les risques de la politique de *quantitative easing* de la Banque centrale européenne ? Pourquoi si peu de coordination internationale ?

**Les politiques de l'emploi face à la crise, Christine Erhel (Maître de conférences à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre d'étude de l'emploi, <Christine.Erhel@univ-paris1.fr>)**

L'état des lieux du marché du travail offre aujourd'hui un saisissant contraste au niveau international : faible en Allemagne, en baisse dans les pays anglo-saxons, le chômage demeure élevé dans la plupart des pays d'Europe continentale et du Sud. Cela étant, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, on relève des problèmes de sous-emploi et de qualité des emplois occupés.

La littérature économique suggère plusieurs pistes pour expliquer ces tendances et les écarts observés entre les pays : outre les écarts de croissance, les comportements des entreprises ou encore les comportements d'activité jouent un rôle, ainsi que les institutions du marché du travail et les politiques de l'emploi.

Les politiques de l'emploi (entendues dans un sens large) ont fortement réagi face à la récession, notamment par le biais de dispositifs de maintien en activité et d'encouragement à la flexibilité interne, mais aussi par des mesures ciblées sur les chômeurs ou les jeunes (formation, contrats aidés, etc.). Quelle efficacité, quels leviers, en particulier dans le cas français ?

**La croissance en question, Nicolas Canry (Maître de conférences à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, <nicolas.canry@univ-paris1.fr>)**

La crise économique de 2008 a fait resurgir des interrogations sur la capacité de nos économies développées à créer, de façon durable, de la croissance. Les économistes débattent d'une éventuelle « stagnation séculaire ». L'économiste R. Gordon pointe l'incapacité des nouvelles technologies de la communication et de l'information à entraîner un taux de progrès technique important, à la différence des précédentes révolutions industrielles. L. Summers met quant à lui l'accent sur une série de facteurs – excès d'épargne au niveau mondial, déséquilibres internationaux, montée des inégalités, trappes à liquidité, etc. – qui dépriment, de façon durable, la demande mondiale et réduisent le potentiel de croissance de nos économies. Ces deux approches débouchent sur des prescriptions contrastées en termes de politique économique.